

Entretien avec le président de la Fégafoot (suite & fin)

Pierre Alain MOUNGUENGUI : « La Fédération gabonaise de football est court-circuitée par la CNOGEMCNI »

Suite de la page 12

Donc les normes n'ont pas été respectées ?

On peut le dire. Informée des faits, la FIFA a indiqué qu'elle ne reconnaissait pas cette entreprise et ne mettait aucune somme d'argent à sa disposition. Il fallait donc qu'on trouve une solution à ce problème pour que la FIFA continue à nous aider. La société s'est arc-boutée sur son contrat et n'a pas voulu lâcher prise. Se prévalant d'une signature de la fédération. Il y a eu des réunions, des dédommagement ont été effectués, mais la société tenait mordicus à poursuivre son chantier. Cet épineux dossier nous a fait perdre plus d'un an. Mais au final, nous avons trouvé une solution satisfaisante pour tout le monde. Les travaux de ce centre devraient bientôt reprendre. Les travaux des terrains synthétique et naturel sont en cours. Nous attendons maintenant la construction des bâtiments. Nous avons, néanmoins, perdu beaucoup de temps et il faut le rattraper.

La fin des travaux est-elle prévue avant le terme de votre mandat ?

(rires) Ce n'est pas cela le plus important. De toute façon, il y a la continuité du service. Le plus important est que ce centre technique sorte enfin de terre. Car, nous avons pris beaucoup de retard par rapport aux au-

tres pays qui ont bénéficié du même programme.

C'est peut-être l'occasion de dire au public qui finance la Fégafoot ?

Écoutez, il y a un problème profond en ce qui concerne les financements de la Fégafoot. Je vous ai parlé du programme d'assistance financière de la FIFA. Celui-ci est standard, ce qui veut dire qu'aucune fédération n'est supérieure à une autre. Toutes les instances nationales reçoivent le même montant annuel, qui est de 125 millions de francs CFA. Lorsque le pays participe aux éliminatoires de la Coupe du monde, il y a aussi une ristourne après cette compétition. Ce qui intervient tous les 4 ans. J'ai eu la chance d'arriver à la tête de la fédération après la Coupe du monde au Brésil. La FIFA avait décidé à ce moment d'octroyer cinq cent mille dollars à toutes les fédérations, soit 250 millions de francs. Nous avons tenu une réunion à la fédération pour déterminer les projets qui devaient bénéficier de cette manne. Cela nous a permis de lancer les travaux d'extension du siège de la Fégafoot. Il faut aussi garder en mémoire ce principe de rétribution des fédérations après une coupe d'Afrique des nations par la Confédération africaine de football (CAF). Après celle que le Gabon vient d'organiser, la CAF, selon ses bénéficiaires et sa grille de ré-

partition, versera une certaine somme à la Fégafoot. On ne peut pas déjà l'évaluer, surtout après notre sortie prématurée de la compétition. Quant au milliard que l'opinion nous attribue, parce que nous sommes un des responsables de l'équipe nationale, est loin d'être réel. C'est avant tout le ministère de la Jeunesse et des Sports qui gère les financements inhérents aux Panthères. Son agent comptable nous accompagne et décaisse les fonds quand nous en avons besoin. Ce n'est donc pas de l'argent que la Fédération manipule.

Et la Fégafoot ne fonctionne principalement qu'avec ces 125 millions de francs attribués tous les quatre ans ?

Il faut espérer que le nouveau président de la FIFA, Giovanni Infantino, tienne sa promesse de campagne qui est de doubler ce montant initial. C'est-à-dire que les fédérations toucheront désormais 250 millions. À cela devrait s'ajouter 300 millions pour les investissements. Nous avons déjà adressé une demande à la FIFA et ce qui nous sera envoyé servira à l'aménagement du terrain de la fédération, la construction de trois sièges pour les ligues provinciales, d'une boutique de la Fégafoot. Grâce à cette boutique, nous aurons un meilleur contrôle sur les produits dérivés de l'équipe nationale. Il faut donc comprendre que nous dépendons principalement du soutien de cette instance supérieure et il nous est difficile de trouver d'autres financements. Les pays comme la Côte d'Ivoire ou le Cameroun ont des sponsors à leurs côtés. Ce n'est pas le cas pour la Fédération gabonaise de football, qui est court-circuitée par la CNOGEMCNI (Commission nationale pour l'organisation et la gestion des événements à caractère nationale et internationale, ndlr). Elle a la charge

de gérer les grands événements sportifs et culturels au Gabon. Quand nous sollicitons le soutien d'un sponsor, il nous rétorque généralement qu'il est déjà en affaires avec la CNOGEMCNI s'agissant du marketing de l'équipe nationale. Les Panthères sont un produit qui échappe malheureusement à la fédération. Les fonds que génère peut-être la sélection prennent une autre direction. Le problème est que cette commission, qui a été créée pour gérer les grands événements sportifs, n'est pas compétente pour le marathon de Libreville, la Tropicale Amissa Bongo, les combats de boxe de Taylor Mabicka ou pour l'organisation prochaine de la Can de handball. Mais bizarrement, elle l'est pour le football. Il va bien falloir à un moment que le ministère de la Jeunesse et des Sports définisse clairement les rôles de chacun, pour savoir à qui incombe réellement la gestion de la sélection nationale. Car, cet imbroglio nous met souvent dans des situations pénibles. Lors du match contre le Mozambique, la fédération de ce pays nous a appelés pour nous dire qu'elle avait reçu une lettre de la CNOGEMCNI. Elle lui demandait des informations sur la venue de cette équipe au Gabon. Pourtant, elle n'a pas compétence à le faire, parce que la Fégafoot est la seule entité affiliée à la CAF et à la FIFA. Et ce n'est qu'un petit exemple des problèmes autour de l'équipe nationale. Dans le cadre des éliminatoires de la Coupe du monde 2018 et de la Coupe d'Afrique 2019, il va vraiment falloir que chacun se mette dans son couloir réel. Soit on remet l'équipe nationale à la Commission, soit on laisse la Fédération gérer ce dossier correctement. Car tout cela donne l'impression que la CNOGEMCNI est une fédération bis, pour ne pas dire la véritable structure qui gère les Panthères.

Arts martiaux/Wushu/Au terme de l'assemblée générale électorale

Edith Florida Ambimba élue malgré le rapport de la DGDI

F-K-O.M

Libreville/Gabon

La question de la validation de cette élection, qui s'est tenue en l'absence du représentant du ministère de la Jeunesse et des Sports, a été posée.

UNE enquête diligentée par la direction générale de la Documentation et de l'Immigration (DGDI) l'avait exclue de la course à la présidence de la Fédération gabonaise de wushu (Fégawu), pour avoir géré l'association sportive de "manière familiale". Pourtant, Edith Florida Ambimba s'est bien présentée à cette élection, l'ensemble des délégués, y compris elle-même, n'ayant nullement tenu compte de l'existence de ce document de la DGDI. Ainsi, vendredi dernier, au terme de l'assemblée générale électorale tenue au siège de cette fédération, sis au quartier Baraka, Edith Florida Ambimba, épouse Biyoghe, qui assurait depuis 2014 l'intérim de la présidente Monique Boukoko, suite à son départ volontaire de tête de la Fégawu, a été élue haut la main, à la tête de ladite fédération. Sur un collègue électoral de douze votants, Mme Ambimba, seule candidate en lice, a obtenu onze voix. L'absence du douzième délégué à ce vote à main levée n'a pas eu d'incidence sur le résultat final du scrutin.

En élisant Edith Florida Ambimba, les délégués s'opposent clairement au rapport d'enquête de moralité réalisé par un officier de la DGDI. «La présidente n'a ja-



Edith Florida Ambimba installée par le le président de l'assemblée générale électorale, Pierre Boukila Boundzanga.



Les délégués votant à main levée.

mais géré la fédération de manière familiale. Nous ne nous reconnaissons pas sur ce qui a été dit dans ce fameux rapport d'enquête. Et puis, une enquête ne doit pas être rendue publique, cela relève du secret de l'instruction », a lancé un responsable de ligue, sous couvert de l'anonymat. Pour ses premiers mots, Edith Florida Ambimba a remercié les délégués. Très remontée par rapport aux conclusions du rapport de la DGDI, la nouvelle présidente de la fédération de wushu s'est dite heureuse du choix porté sur sa personne : «Cette confiance exprimée par les délégués vient effacer tous les ragots et mensonges dont j'ai été l'objet. Ils ont dit que la Fégawu était gérée par

ma famille. Les délégués ne sont pas les membres de ma famille, mais les acteurs principaux de notre discipline, et ce sont eux qui décident», a-t-elle indiqué, répondant ainsi à l'enquêteur qui l'a interrogée lors de l'enquête de moralité. «Aujourd'hui, j'ai été respectée et lavée de tout doute. L'assemblée générale étant l'instance suprême, elle a fait son choix», a conclu la présidente. Laquelle a convaincu les délégués grâce à son projet de campagne basé sur quatre grands points : plus de formations, la promotion de proximité, l'obtention des bourses sport-études à travers l'ambassade de Chine au Gabon et l'aide au fonctionnement des ligues provinciales.

La TROPICALE - AMISSA BONGO - 2017
Du 27 Février au 05 Mars

27 Février:	MOANDA - AKIÉNI
28 Février:	LÉCONI - FRANCEVILLE
01 Mars	MOUNANA - KOULAMOUTOU
02 Mars	FOUGAMOU - LAMBARÉNÉ
03 Mars	LAMBARÉNÉ - KANGO
04 Mars	CAP-ESTÉRIAS (Wanda) - LIBREVILLE (Circuit)
05 Mars	OWENDO - LIBREVILLE (Circuit)